



**Conseil Académique de l'Éducation Nationale**  
**Séance du 19 décembre 2008**

## **DECLARATION PREALABLE DE LA FEDERATION SYNDICALE UNITAIRE (F.S.U.)**

Une chape de plomb pèse sur l'avenir...

La spéculation des plus riches a mené à la crise. Ceux qui ont accumulé sans contrôle ni raison des capitaux immenses en exploitant des salariés dont les droits sociaux n'ont cessé de régresser alors que la liberté des spéculateurs n'a jamais été aussi grande, ceux-là veulent faire payer leurs pertes par des licenciements et par l'impôt qui touche essentiellement les salariés.

Alors que la crise économique qui s'annonce, suite de la crise financière, montre que jamais le marché ne se régule lui-même, que le service public est un des rares garants de l'égalité, pourtant principe de notre République, la politique gouvernementale, aveugle aux réalités, se propose d'aller plus loin encore dans l'empire du marché, dans la déréglementation et dans la casse des services publics.

Cela s'appelle la RGPP, et cela signifie moins de service public, moins d'égalité, moins d'avenir.

Une chape de plomb pèse sur l'avenir...

La jeunesse gronde. Le système éducatif est mis à mal. Il l'a été à cette rentrée où, malgré les efforts pathétiques de dénégation des autorités académiques, les problèmes se sont accumulés, notamment en collège : classes surchargées, options ou projets disparus, cours non-assurés, sur fond de dégradation des conditions de travail des jeunes et des enseignants.

Aujourd'hui, on annonce que les plus en difficulté des plus jeunes élèves devront se contenter de RASED au rabais. On dit qu'ils pourront « bénéficier » d'une aide mise en place dans toutes les écoles, mais sur le dos des autres élèves, qui auront moins d'heures d'enseignement, et avec des enseignants qui n'auront pas la formation et l'expertise des maîtres spécialisés dont on va supprimer les postes en masse.

Dans le second degré, on annonce encore des milliers de suppressions de postes. Alors que l'offre de formation en second cycle devrait se développer pour permettre à chacun de bénéficier d'une formation de qualité sans avoir à faire des kilomètres, alors que les collèges sont exsangues, privés de toute marge de manœuvre, sauf dans les établissements Ambition réussite, qui concentrent cependant plus qu'avant encore, du fait de la « réforme » de la carte scolaire, les difficultés sociales et scolaires.

A l'université, les effets de la loi dite LRU se font connaître, et ils confirment les analyses qu'en faisaient les collègues, les étudiants, et la FSU. Le statut des enseignants/chercheurs est menacé par un projet de décret qui fragilisera la qualité de l'enseignement dispensé et son articulation avec la recherche. C'est la mise en place d'un enseignement-sanction pour les collègues dont "l'activité de recherche n'est pas évaluée comme suffisante".

Dans notre académie, les chiffres sont tombés : 4 enseignants-chercheurs de moins à l'Université, 113 enseignants dans les écoles, 162 dans les collèges et lycées, et 11 personnels administratifs dans les établissements et les services. Et le ministère n'a pas encore osé publier les suppressions de postes d'enseignants affectés au remplacement dans le second degré !

Quant à la nécessaire élévation du niveau de qualification des enseignants du premier et du second degré, elle se fait sans perspective réelle de revalorisation, et dans une précipitation coupable qui plaide pour le report d'un an de cette réforme.

Une chape de plomb pèse sur l'avenir...

Partout, les personnels se mobilisent, en masse, dans l'unité, avec les parents d'élèves, avec les étudiants, avec les lycéens.

La manifestation nationale du 19 octobre, la grève du 20 novembre, les mobilisations dans les établissements, notamment les lycées, les IUT, l'Université, ont conduit le Ministère à un accès rare de lucidité apparemment forcée, lorsqu'il a annoncé la « remise à zéro » d'une réforme des lycées dont l'unique boussole était le dogmatisme budgétaire, et qui ne répondait en rien aux aspirations au changement des enseignants et des jeunes, ni à leur exigence d'une réforme du système éducatif qui permette à chacun d'acquérir le plus haut niveau de qualification et de formation possible.

La mobilisation continue, parce qu'un recul sensé n'est pas encore un pas en avant vers ce qu'il faudrait faire. Parce que ni les personnels, ni les jeunes, ni leurs parents n'accepteront que continue de se dégrader, d'année en année, une éducation nationale qui construit, au jour le jour, l'avenir de notre pays.

Une chape de plomb pèse sur l'avenir...

L'aveuglement de l'administration, depuis le Ministre jusqu'aux chefs d'établissements les plus zélés à emboîter le pas cadencé de leur hiérarchie, nie la force et la détermination de ce mouvement.

On publie des chiffres de grève qui font sourire tant ils sont frelatés. On se gausse des organisations syndicales alors que les personnels ont été encore plus nombreux cette année à voter pour leurs représentants et plus nombreux encore à accorder leur confiance aux syndicats de la FSU.

Dans les établissements, on s'aveugle jusqu'au ridicule, invoquant ici la « nécessité de service », là la « neutralité et la laïcité », ailleurs la « violence symbolique », pour provoquer les jeunes, les parents, les personnels par des mesures parfois graves, parfois petites et quotidiennes, qui ne témoignent que de l'incroyable mesquinerie dont l'autoritarisme est capable.

Et les personnels, les jeunes, les familles, mobilisés, ne cèdent pas à la provocation. Ils ont occupé les établissements, menés des actions, défilé, fait grève, avec l'assurance paisible que donne la justice des revendications exprimées.

On espère sans doute que le retour au favoritisme d'avant-guerre, aux promotions opaques, aux avancements primant la docilité, suffira à baillonner la profession. Mais elle ne se résoudra pas à ce règne des médiocres qu'on veut lui imposer.

*« Contemple-les, mon âme, ils sont vraiment affreux... »*

Une chape de plomb pèse sur l'avenir...

Mais la force de la mobilisation est là. La jeunesse ne désespère pas. Les enseignants, de la maternelle à l'université, les personnels d'éducation, d'orientation, tous ceux dont le métier est de préparer l'avenir, ne désespèrent pas.

Car on ne peut indéfiniment peser sur l'avenir.

Il est temps, grand temps, que l'éducation nationale, que le gouvernement, s'en rende compte.

Il est plus que temps de changer de politique.

Et s'ils ne peuvent le comprendre, la FSU continuera de mobiliser et d'agir.